

Les MPEs forment l'intergroupe « Initiatives pour la paix »

Le 5 janvier 2005 se tenait la première réunion du nouvel intergroupe « Initiatives pour la paix » au Parlement européen à Bruxelles ; elle était co-présidée par les MPEs Caroline Lucas et Tobias Pflüger.

Les intergroupes ne sont pas des organes officiels du Parlement européen mais sont des groupes formés par des MPEs et comprenant des membres de différents partis qui travaillent ainsi ensemble sur les préoccupations qui leur sont communes. Les thèmes que ces intergroupes examinent sont nombreux et variés. On peut par exemple citer : antiracisme et diversité, ciel et espace, bioéthique, droits des gays et lesbiennes et viticulture.

L'intergroupe « Initiatives pour la paix » fera office de forum grâce auquel les MPEs issus de groupes politiques différents pourront discuter des problèmes de paix et de conflits et faire avancer le débat politique sur ces thèmes. Cet intergroupe se penchera sur les questions et les initiatives dont l'objectif est de tendre vers la paix, le désarmement et la résolution pacifique des conflits et agira en tant que moteur pour les initiatives politiques du Parlement liées aux politiques menées par l'Union en matière de paix et de désarmement. Il mènera donc des activités diverses telles qu'organiser des audiences avec des acteurs de la société civile travaillant en faveur de la paix, examiner les possibles réponses de l'UE dans les régions touchées par des conflits violents, garantir la participation du Parlement dans la préparation de la position de l'UE dans les conférences multilatérales sur la paix et le désarmement ou s'engager dans des campagnes menées par des mouvements internationaux travaillant pour la paix.

Le QCEA servira de secrétariat pour l'intergroupe « Initiative pour la paix » en fournissant un soutien logistique et administratif. Nous nous réjouissons de pouvoir travailler en collaboration avec cet intergroupe important et opportun.

Robin Bloomfield
Translation : Myriam Demaret

Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique : Quels problèmes cela soulève-t-il ?

Qu'est-ce que la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique ?

En avril 2004, à la demande de l'Union africaine (UA)¹, l'Union européenne a mis sur pied un mécanisme de financement appelé « Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique » (*African Peace Facility*). Il s'agit d'un « instrument doté d'un budget de 250 millions d'euros destiné à financer des opérations maintien de la paix en Afrique ; la direction, l'exploitation et la dotation en personnel sont assurées par des Africains ». ²

La facilité de soutien à la paix pour l'Afrique fournira des fonds pour des opérations de maintien de la paix et dans ce contexte, elle financera les dépenses suivantes :

- *Indemnités journalières des soldats*
- *Équipements de communication*
- *Installations médicales*
- *Usure des équipements civils*

La facilité de soutien à la paix ne couvrira **pas** les dépenses suivantes :

- *Munitions*
- *Armes et matériel militaire spécifique*
- *Pièces détachées d'armes et d'équipements militaires*
- *Salaires des soldats*
- *Formation militaire des soldats*

Faut-il applaudir cette initiative ?

Considérons d'abord les points positifs de cette initiative. Elle a été lancée suite à la demande de l'Union africaine. Ce qui signifie que c'est une initiative africaine, qu'elle est la « propriété » de l'UA. En soi, c'est un aspect très positif de cette facilité.

¹ L'Union africaine a été fondée par des dirigeants africains au Sommet de Durban en 2002 ; elle jouit d'un mandat politique étendu en matière de prévention et de gestion des conflits. L'Union africaine a mis en place un Conseil de paix et de sécurité qui est composé de 15 États membres élus représentant toutes les régions d'Afrique.

² *Garantir la paix et la stabilité en Afrique, Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique financée par l'UE*, Commission européenne, DG Développement, 2004, accessible en ligne : http://europa.eu.int/comm/development/body/publications/docs/flyer_peace_fr.pdf

Ensuite, la facilité financera des activités qui sont menées par des Africains. Elle ne paiera pas des Européens pour aller en Afrique s'occuper du maintien de la paix. C'est un autre élément dont on peut se féliciter. Et une partie de cet argent (environ 14%) est affectée au renforcement des capacités. Voilà encore un aspect positif.

Les liens entre le développement et la paix

Il n'y a pas de développement sans paix. C'est plus qu'évident. Quelle que soit la somme d'argent consacrée aux projets de développement, les conflits violents empêcheront les gens de bénéficier pleinement de ces projets ou détruiront l'infrastructure même et les ressources qui ont été financées. De même, il ne peut y avoir de paix sans développement. L'une des causes principales de nombreux conflits violents est en effet la pauvreté et l'inégalité face à l'accès aux ressources et au pouvoir. Le développement peut, s'il est correctement orienté, remédier à long terme à ce problème et supprimer certaines causes des conflits violents.

Cela signifie-t-il que les fonds qualifiés de « fonds de développement » devraient être utilisés pour soutenir la paix et la sécurité ? Loin de là.

Quels sont donc les problèmes ?

Premièrement, il y a le concept sous-jacent de maintien de la paix. Il s'agit, à la base, sinon exclusivement, d'un concept militaire. La facilité ne réserve que peu de place, voire pas du tout, au déploiement ou à la formation de civils afin qu'ils effectuent eux-mêmes le travail de maintien et de construction de la paix. Ce concept influence sans aucun doute le raisonnement européen et, plus particulièrement dans le cadre de cette facilité, influence aussi le raisonnement de l'Union africaine.

Deuxièmement, la question de la provenance de cet argent subsiste. Et cette question ouvre une boîte de Pandore renfermant des problèmes qui vont bien plus loin que la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique.

L'argent provient du Fonds européen de développement (FED). En permettant à des fonds de développement d'être utilisés pour des opérations de paix et de sécurité, et spécialement lorsque ces opérations sont essentiellement effectuées par des forces militaires, un certain nombre de conséquences potentielles sont à prévoir :

- Si l'allocation au développement dans son ensemble n'augmente pas, les dépenses pour le développement en tant que tel seront moindres.
- Si l'allocation au développement dans son ensemble augmente à cause du financement des opérations de paix et de sécurité, les pays donateurs pourraient se rapprocher de leur objectif, c'est-à-dire 0,7% du PNB consacrés au développement sans dépenser réellement plus d'argent pour le développement. En d'autres termes, on ne pourra plus se fier à la mesure relative à cet objectif au niveau international. Il sera donc plus compliqué de faire rendre des comptes aux pays donateurs.
- Dans n'importe lequel de ces cas, le fonds du développement peut être redirigé vers les pays qui sont considérés par les pays donateurs comme « présentant des risques pour la sécurité » et ne plus être alloué aux pays qui peuvent avoir autant besoin d'une aide au développement mais qui ne présentent aucun risque au niveau de la sécurité.

Aucune de ces conséquences ne devrait être prise à la légère car elles ont toutes des implications importantes pour les pays donateurs et les pays bénéficiaires. Par exemple, si on remarque que le fonds de développement tend sensiblement à être réorienté vers les pays qui sont sujets à des conflits violents, cela pourrait encourager les conflits violents au lieu de les diminuer.

Les implications futures pour le fonds de développement de l'UE

L'Union est actuellement en train de développer un cadre financier à long terme pour 2007-2013. Ce processus comprend des propositions de changement dans la manière dont les actions extérieures sont financées. Au lieu d'avoir un grand nombre de lignes budgétaires précises pour les actions extérieures ainsi qu'un Fonds européen de développement (FED) réservé et essentiellement non intégré au cadre budgétaire, on imagine de développer 6 nouveaux « instruments » pour financer les actions extérieures.

Les 6 instruments proposés couvrent les domaines suivants :

- Politique de préadhésion : des fonds pour les pays candidats et candidats potentiels à l'adhésion à l'Union européenne.
- Politique européenne de voisinage et de partenariat : des fonds pour les pays qui ne seront probablement pas candidats à l'adhésion mais qui sont géographiquement très proches de l'UE.
- Politique de financement de la coopération au développement et de la coopération économique : des fonds pour tous les autres pays tiers ; en considérant le développement et la coopération économique comme un même instrument, on voit implicitement apparaître un lien évident et une conditionnalité potentielle en termes de coopération économique dans cet instrument.
- Politique de stabilité : « Il s'agit d'un nouvel instrument conçu pour apporter une réponse adéquate aux situations de crise et d'instabilité ainsi qu'aux problèmes à long terme présentant des aspects liés à la stabilité ou à la sécurité. »³
- Aide humanitaire : cet instrument reste inchangé.
- Assistance macro-financière : cet instrument reste inchangé.

Le montant total de l'argent alloué aux actions extérieures dans leur ensemble, comme prévu dans les perspectives financières 2007-2013, ne montre aucune augmentation significative en termes de pourcentage.

En prenant l'exemple de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique et étant donné l'inclusion du FED dans le « pot » de l'action extérieure pour l'après 2007, la séparation en ces 6 instruments montre des signes très clairs de la possible

³ *Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative aux instruments consacrés à l'aide extérieure dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013*, COM (2004) 626 final, Bruxelles, septembre 2004, accessible en ligne sur : http://europa.eu.int/eur-lex/fr/com/cnc/2004/com2004_0626fr01.pdf

utilisation du fonds de développement pour d'autres intérêts sécuritaires des États membres de l'UE.

En soi, on peut comprendre que l'UE veuille servir les intérêts sécuritaires de ses États membres, même s'il serait nécessaire de tenir un sérieux débat public sur ce à quoi correspondent vraiment ces intérêts. Cependant, si une telle politique est financée aux dépens du fonds de développement dont on a plus besoin et qui est déplorablement manquant, ce n'est alors pas une direction positive.

Au contraire, si l'Union veut financer le maintien et la construction de la paix dans les pays tiers (et elle devrait le faire !) elle devrait alors trouver des moyens supplémentaires (peut-être au dépens du budget militaire de ses propres États membres) pour y parvenir.

C'est mettant cette idée en pratique et en y associant un réel effort en faveur de la construction de la paix (principalement basée sur des interventions civiles) qu'on avancerait dans la bonne direction.

Martina Weitsch

Translation : Myriam Demaret